

DECISION

LE DIRECTEUR GENERAL DES HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG

- VU le code de la Santé Publique ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU le décret n° 68-132 du 9 février 1968 modifié, relatif à certaines dispositions du statut des personnels des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cures publics ;
- VU le décret 88-386 du 19 avril 1988 relatif aux conditions d'aptitude physique et aux congés de maladie des agents de la fonction publique hospitalière ;
- VU le décret n° 2011-744 du 27 juin 2011 portant statut particulier du corps des techniciens et techniciens supérieurs hospitaliers ;
- VU l'arrêté du 14 août 2012 fixant la composition du jury et les modalités d'organisation du concours des concours externe et interne permettant l'accès au grade de technicien hospitalier du corps des techniciens et techniciens supérieurs hospitaliers ;
- VU l'avis de concours externe sur titre de **Technicien Hospitalier, spécialité installation et maintenance thermique climatique** publié le **21 Décembre 2022** sur le site de l'Agence Régionale de la Santé ;
- VU la décision de nomination de jury du 9 avril 2024.

DECIDE

Article 1 – Mme BROCKER Cindy, Ingénieur Hospitalier, Conductrice d'opérations aux Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, membre du jury de concours externe sur titres de **Technicien Hospitalier, spécialité installation et maintenance thermique climatique**, est remplacée par Monsieur KINDIG Anthony, Ingénieur Hospitalier en Chef, Directeur des Travaux, des Services Techniques et de la Sécurité au groupe Hospitalier Sélestat Obernai.

Article 2 – Le Directeur des ressources humaines des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg est chargé de l'exécution de la présente décision.

P. LE DIRECTEUR GENERAL,
La Chargée de mission Gestion Prévisionnelle
des Métiers et des Compétences


Marion CLEMENTZ-PEYSSOU



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication